



La Voix des travailleurs du Bénin

**Journal de la confédération Syndicale des
Travailleurs du Bénin (CSTB)**

Vtbcstb@yahoo.fr Tél : 97 76 18 29 / 90 94 83 93

Directeur de Publication : **Paul Essè IKO**

Rédacteur en Chef : **ZINZINDOHOUE Eustache**

VTB NOUVELLE SERIE N° 0018
DU 05 AOUT 2015

Prix : 200 F

SPECIALE RENCONTRE

SYNDICALE

INTERNATIONALE

DES 24 ET 25

JUILLET 2015

LES ACTES DE COTONOU

Editorial

L'exploitation féroce des travailleurs salariés et les assauts du capital financier mondial contre les acquis du mouvement syndical international sont aujourd'hui des données fondamentales dans la lutte entre le Capital et le Travail. Cette lutte se déroule en général de manière inégale du fait que les employeurs, représentants du capital financier, s'organisent de différentes manières à partir de leurs rencontres au cours desquelles ils élaborent et mettent en œuvre des plans et stratégies de musèlement des travailleurs. Malheureusement pour les travailleurs, producteurs de toutes richesses, les rencontres internationales ou régionales ne sont qu'épisodiques avec des débats généralement superficiels. Même le développement actuel des technologies de l'information et de la communication ne permet pas toujours l'échange d'expériences de lutte syndicale. Or sans ces échanges, sans des rencontres et formes sérieuses d'organisations, la riposte des travailleurs ne saurait être adéquate face à l'exploitation dont ils sont victimes. C'est convaincus de cette nécessité et prenant appui sur la tradition de lutte léguée par l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (UGTAN), que des responsables d'organisations syndicales, essentiellement d'Afrique de l'Ouest francophone ont pris l'engagement d'organiser une Rencontre Syndicale Internationale à Cotonou au Bénin. C'était à l'occasion du 6^{ème} congrès ordinaire de la Confédération Générale du Travail du Burkina Faso (CGT-B) en novembre 2013. Ces organisations ont décidé de se retrouver au Bénin l'année suivante et la tâche

d'organisation a été confiée à la CSTB. La situation sociopolitique tumultueuse en 2014, aussi bien au Bénin qu'au Burkina-Faso, n'a pas permis la tenue de ce rendez-vous. Mais ce n'était que partie remise puisqu'avec la volonté inébranlable des chefs du mouvement syndical de bien de pays, l'engagement a été renouvelé à Genève en 2015. Et cette fois-ci, sans plus le remettre à plus tard, l'exploit a été réalisé. Près d'une vingtaine d'organisations syndicales représentant six pays d'Afrique occidentale, notamment de l'espace UEMOA, ont tenu victorieusement leurs assises à Cotonou les 24 et 25 juillet derniers. La rencontre a eu lieu sous le thème général de « **Unité de luttes et solidarité internationale comme des réponses aux agressions du système capitaliste contre les travailleurs et les peuples.** » L'intention affichée est sans ambiguïté et ce fut l'aboutissement d'un pari pris, mais en même temps le début d'un défi aux organisations syndicales et à leurs responsables. Il s'agit désormais pour tous d'œuvrer au renforcement et à l'élargissement du « **cadre d'action syndicale sous régionale** » qui passe nécessairement par l'unité d'action des Confédérations et Unions Syndicales au niveau de chaque pays comme le stipule une des recommandations de la conférence. Les participants à la conférence ont affirmé leur volonté et la nécessité pour tous à prendre une part active aux combats émancipateurs des peuples pour un développement économique radieux de nos pays. Ainsi un appel est lancé à tous pour la lutte contre le bradage du patrimoine national, les licenciements sauvages, la corruption, les crimes économiques

et politiques sur fonds d'impunité. Les participants ont dénoncé les accords dits de partenariat qui étouffent le développement des pays anciennement colonisés avec des guerres réactionnaires qu'ils alimentent avec leurs lots d'insécurité.

Appréciant à sa juste valeur les puissants mouvements revendicatifs des travailleurs de nos pays, les participants à la conférence ont appelé à une coordination de ces luttes pour plus d'assurance dans l'atteinte des objectifs, pour la victoire des travailleurs.

Les tâches sont clairement définies et il revient à tous les travailleurs, à toutes les organisations syndicales de se mettre à l'œuvre pour qu'à l'heure de l'évaluation, chacun puisse indiquer avec fierté sa contribution au combat pour le développement de nos pays et de nos peuples. Rendez-vous est pris pour le Niger en 2016. Vivement donc que la marche vers l'unité syndicale sous-régionale soit la plus courte possible pour accélérer l'avènement de l'UGTAN des temps modernes.

Au combat, la victoire est à la classe ouvrière.

Paul Esse IKO

Discours d'ouverture à la rencontre syndicale internationale de Cotonou

(Photo du SG prononçant le discours)



**DECLARATION DE OUAGADOUGOU
POUR UNE UNITE D'ACTION SYNDICALE SOUS-REGIONALE**

Le Jeudi 28 Novembre 2013, en marge du 6ème Congrès ordinaire de la Confédération Générale du Travail du Burkina (CGT-B), s'est tenue une rencontre syndicale internationale autour du thème : « *unité de luttes et solidarité internationale comme une des réponses aux agressions du système capitaliste contre les travailleurs et les peuples* ».

La rencontre a regroupé les organisations suivantes :

Confédération Générale du Travail du Burkina (CGT-B) Burkina Faso

Confédération Syndicale des Travailleurs du Bénin (CSTB) Bénin

Confédération Générale des Travailleurs de Côte d'Ivoire (CGT-CI) Côte d'Ivoire

Confédération Démocratique des Travailleurs du Niger (CDTN) Niger

Union des Syndicats des Travailleurs du Niger (USTN) Niger

Confédération des Syndicats Autonomes (CSA) Sénégal

Union Nationale des Syndicats Indépendants du Togo (UNSI) Togo

Confédération Générale du Travail (CGT) France

Fondation Rosa Luxemburg (RLS) Allemagne

De l'analyse de la mondialisation et de la situation sociopolitique qui prévaut dans le monde, en Afrique et dans la sous-région, les organisations présentes ont abouti aux constats suivants:

- La mondialisation a des conséquences désastreuses pour les travailleurs et les peuples du monde (pillages des ressources naturelles, privatisations, licenciements massifs, précarisation des emplois, baisse des salaires, augmentations des prix des produits de grande consommation, ...).
- Les Etats, de même que les multinationales et les entreprises sont solidaires dans l'adoption et la mise en application de mesures contre les travailleurs et les peuples
- Les conséquences désastreuses de la mondialisation sont édictées par la Banque Mondiale, le Fonds Monétaire Internationale et mis en œuvre par leurs relais que sont, au niveau sous régional : UEMOA, CEDEAO, etc.
- Les travailleurs, pour faire face aux agressions diverses qu'ils subissent, doivent aussi unir leurs efforts et développer la solidarité

A l'issue de la rencontre et au regard des échanges autour du thème, les organisations syndicales sous-régionales présentes ont décidé d'unir leurs efforts pour la réalisation d'une unité d'action syndicale sous-régionale.

Pour ce faire, elles décident :

- 1) La publication de la présente déclaration ;
- 2) La présentation par chaque organisation du compte-rendu de la rencontre à son exécutif ;
- 3) L'information et la sensibilisation par chaque organisation syndicale présente des autres organisations syndicales nationales pour les informer de l'initiative et demander leur adhésion ;
- 4) La tenue d'une première rencontre courant Mars 2014 à Cotonou au Bénin. A l'occasion, une plate-forme revendicative commune sera élaborée et fera l'objet de prochaines luttes.

La coordination de la mise en œuvre de la présente décision est confiée à la CGT-B qui désignera le Coordinateur.

Fait à Ouagadougou, le 30 Novembre 2013

Ont signé :

CGT-B
Tolé SAGNON

CSTB
Paul Esse IKO

CGT-CI
Kouadio SIBAHI

USTN
Alain ADIKAN

CDTN
Ada ASSOUMANE SARKIN HALBI

CSA
Ibrahima GUEYE

UNSI
Kodjovi Georges MISSODEY

DISCOURS D'OUVERTURE

Cotonou le 24 Juillet 2015

Par le Secrétaire Général de la
Confédération Syndicale des
Travailleurs du Bénin.

Paul Essè IKO.

Camarades Secrétaires
Généraux des Centrales et
Confédérations Syndicales des
Travailleurs des Pays Membres de
l'UEMOA.

Dignes Représentants des
Travailleurs d'Afrique,

La Confédération Syndicale
des Travailleurs du Bénin (CSTB) par
ma voix vous souhaite la bienvenue en
cette terre du Bénin et vous remercie
d'avoir fait le déplacement de Cotonou
et d'être présents à cette Rencontre
Syndicale Historique.

Camarades,

Qu'il vous souvienne, le jeudi
28 Novembre 2013, qu'à l'occasion du
6^{ème} Congrès Ordinaire de la
Confédération Générale du Travail du
Burkina-Faso s'est tenue une Rencontre
Syndicale internationale avec pour
thème : « Unité de luttes et solidarité
Internationale comme une des réponses
aux agressions du système capitaliste
contre les travailleurs et les peuples ».
Une Déclaration a été publiée dont les
grandes lignes s'expriment ainsi qu'il
suit : « *De l'analyse de la
mondialisation et de la situation
sociopolitique qui prévaut dans le
monde, en Afrique et dans la sous-
région, les Organisations présentes ont
abouti aux constats suivants : -La
mondialisation a des conséquences
désastreuses pour les travailleurs et les
peuples du monde (pillages des
ressources naturelles, privatisations,
licenciements massifs, précarisation des
emplois, baisse des salaires,
augmentation des prix des produits de
grande consommation...).* Les Etats de
même que les multinationales et les
entreprises sont solidaires dans
l'adoption et la mise en application des
mesures contre les travailleurs et les
peuples. Les conséquences désastreuses
de la mondialisation sont édictées par la
Banque Mondiale et le Fonds Monétaire

*International et mis en œuvre par leurs
relais respectifs que sont au niveau de la
sous-région : l'UEMOA, la CEDEAO
etc. Les travailleurs pour faire face aux
agressions diverses qu'ils subissent
doivent aussi unir leurs efforts et
développer la solidarité. A l'issue de la
rencontre et au regard des échanges
autour du thème, les organisations
syndicales sous-régionales présentes ont
décidé d'unir leurs efforts pour la
réalisation d'unité d'action syndicale
sous-régionale.*

La rencontre de ce Jour
Vendredi 24 juillet 2015 est donc la mise
en œuvre des décisions de cette
Rencontre de Ouagadougou désormais
devenue historique.

Camarades,

Si les travailleurs dans le
monde ont connu, peut-on dire, leur
période d'offensive et de gloire allant
grosso modo de la fin des premières
décennies du 20^{ème} siècle (Révolution
bolchévique de 1917, Création de l'OIT)
en passant par les grands mouvements
populaires et des acquis sociaux du
Front Populaire (1936-1945), l'on peut
dire que depuis 1990, l'on assiste à une
offensive généralisée du capitalisme
mondial contre les travailleurs et les
peuples. L'on assiste à une attaque en
règle contre les acquis importants des
travailleurs à travers le monde, à une
régression généralisée des conditions de
travail. Sous les vocables de « politique
néolibérale » (avec toute
déréglementation étatique au profit des
monopoles), de « mondialisation »
« d'ouverture des marchés », les
travailleurs de la planète et les peuples
sont dépouillés de tous leurs droits. Il
s'agit véritablement là d'une contre-
révolution. Les instruments mis en
œuvre par les puissances impérialistes,
capitalistes mondiales pour imposer aux
travailleurs et aux peuples ces mesures
criminelles sont les deux Institutions
financières créées à la fin de la 2^{ème}
guerre mondiale : le FMI et la Banque
mondiale. Sous les appellations
diverses : « Programme d'Ajustement
Structural ; Stratégie de lutte contre la
Pauvreté », les mesures sont les mêmes :
privatisation des entreprises publiques,
licenciements massifs, précarisation des
emplois publics (en fait privatisation de
la fonction publique), baisse généralisée

des salaires, augmentation des prix des
produits de grande consommation,
réduction imposée des budgets sociaux
des Etats (budgets de santé, de
l'éducation), pillages des ressources
naturelles, mise sous tutelle des Etats
petits (aujourd'hui la Grèce) et surtout
les Etats africains. Contre l'emploi et
pour la privatisation de la fonction
publique, les politiques de Départ
Volontaire de la Fonction Publique,
Départ volontaire Renforcé, Départ
ciblé ; avancement dit au Mérite et enfin
actuellement la précarisation de l'emploi
avec la contractualisation de l'emploi
public sont mis en œuvre à l'encontre
des travailleurs, ainsi que le chômage
massif de la jeunesse. Au niveau du
secteur privé, ce sont les lois de
libéralisation avec licenciement libre et
sans droit des ouvriers, aggravation des
conditions de travail avec la limitation et
même l'interdiction des libertés
syndicales, etc.

Ces agressions continues le
sont à cause de l'aplatissement de nos
gouvernants et de leur démission à
assurer et assumer la souveraineté de nos
pays. Les agresseurs extérieurs, le FMI
et la Banque Mondiale, s'appuient sur
les dirigeants intérieurs pour accomplir
leurs forfaits. Tous ces pouvoirs, 55 ans
après les indépendances, se livrent à la
mauvaise gouvernance, à la mauvaise
gestion, hypothéquant l'avenir de nos
pays et de l'Afrique. Un défi est donc
posé pour nous les travailleurs.
Comment lutter contre la mauvaise
gestion, contre la mauvaise gouvernance
et aider nos peuples à assurer la
souveraineté contre les tentatives
d'agression. Comment lutter pour que
les générations montantes de jeunes
puissent avoir un pays beau, bien
gouverné. L'unité dans ce combat contre
la mauvaise gestion cautionnée par les
puissances étrangères, le FMI et la
Banque mondiale nous interpelle au plus
haut point et en premier lieu.

Que de morts les politiques
anti-sociales ont causées à travers le
monde et particulièrement dans nos
pays ! Le saura-t-on jamais ? Que de
crimes commis au nom de la rationalité
économique mais en fait de la rationalité
capitaliste. L'aveu de repentance d'un
CAMDESSUS, ancien Directeur du FMI
en dit long. Ce qui a amené à vouloir
camoufler un peu les choses et à changer

d'étiquette au même contenu en parlant de « Stratégie de lutte contre la pauvreté » au lieu de « Politique d'Ajustement Structurel. »

Face à ces mesures criminelles, les travailleurs du monde et particulièrement de notre sous-région africaine se sont battus et se battent de manières multiformes avec des formes diverses. Il faut saluer en ce moment la combativité des travailleurs grecs, espagnols, irlandais contre les diktats de la troïka européenne (BCE, FMI, Allemagne). Il faut saluer la combativité des travailleurs tunisiens, burkinabè (contre la dictature de Blaise Compaoré), nigériens contre les multinationales AREVA et autres et les crimes qu'ils commettent contre le Niger.

Au Bénin, les travailleurs sont confrontés à ces situations :

Nos entreprises ont été privatisées ; pendant dix ans de 1985 à 1995, il n'y a pas de recrutement à la fonction publique et après la reprise du recrutement, c'est par unités que cela s'effectue ; pendant ce temps on assiste à un vieillissement de la fonction publique et au départ massif des travailleurs à la retraite. Les travailleurs du Bénin et plus particulièrement la CSTB (première Confédération Syndicale à l'issue des élections professionnelles), ont combattu les politiques de "dégraissage" de la Fonction publique, sous appellations diverses de Départs Volontaires, départs ciblés ou avancements dit au mérite, etc. Actuellement par exemple, plus des 2/3 des enseignants du secondaire sont des vacataires et le Gouvernement vient de faire voter contre l'emploi la loi portant contractualisation de la fonction publique. Les travailleurs béninois avec la CSTB en tête ont toujours combattu pour les droits à l'emploi, droit à des salaires décents, droits à un mieux-être social, contre les privatisations et précarisations, pour la défense ferme des libertés démocratiques et syndicales. La CSTB a mis en avant pour les travailleurs du secteur privé, la revendication de la création d'un tribunal prud'homal. Pour ces exigences et revendications de puissants mouvements protestataires ont été menés comme ceux de janvier-février 2012 et de janvier à avril 2014. Des victoires ont été remportées. Tels les acquis sociaux importants arrachés

depuis des décennies et qui ont permis quelques améliorations substantielles (rémunérations) du point de vue des conditions de vie et de travail. Ensuite, nous citerons quelques victoires démocratiques et patriotiques : la victoire sur le PAS, la victoire sur le fameux « avancement au mérite », le combat contre le plan impérialiste de consentement consacré par le « Manuel de Programmation en Recherche Opérationnelle », les grandes grèves et manifestations et la victoire déjà acquise contre les Nouveaux Programmes d'Enseignement, ce génocide culturel et pour l'instruction de tous directement dans les langues maternelles de chacun. La CSTB poursuit les combats contre les privatisations des entreprises stratégiques, telles le PORT, l'OCBN, BENIN TELECOMS, la SBEE, etc. Ensemble avec quatre autres centrales syndicales, la CSTB a levé haut l'étendard de la lutte contre les assassins du capital financier avec la marche contre le FMI au cri de « *FMI dehors* », « *Banque Mondiale dehors* » le 22 mars 2010.

Actuellement le peuple béninois et particulièrement les travailleurs sont confrontés à une politique de recolonisation de notre pays : le problème très important et qui concerne cinq pays de l'UEMOA est la boucle ferroviaire Cotonou - Niamey - Ouaga - Abidjan (avec jonction Cotonou-Lomé). Il se pose à ce sujet deux problèmes : le premier est l'attribution de ce contrat à Bolloré par les gouvernements béninois et nigérien en violation de toutes les procédures administratives et réglementaires prescrites en la matière et ceci au détriment d'un contrat préalable signé avec un groupe, Groupe Pétrolin conduit par un compatriote béninois déclaré adjudicataire par lettre N°001/2010/MTTA/MTTTAPTP/PR/CP C signée par les autorités du Bénin et du Niger. Le second et le plus important est que Bolloré tient à imposer à nos pays des rails de 1910, des rails coloniaux avec écartement métrique (1 mètre) au lieu de rails modernes à écartement standard reconnu par l'UIC qui est de 1,435m. Ce qui aurait pour conséquence de nous isoler des pays de la CEDEAO comme le Nigeria et le Ghana qui se mettent déjà aux normes standard et de retarder nos pays pour des décennies encore. La CSTB dit naturellement non à cette forfaiture et condamne par avance

tout travailleur qui cautionnerait ce crime pour des mobiles inavoués. On ne peut se taire contre un tel projet qui hypothèque l'avenir de nos pays.

Camarades,

Comme je viens de le souligner plus haut, partout dans le monde et particulièrement dans la sous-région ouest-africaine, les travailleurs luttent et remportent des victoires. Face à cela, les pays impérialistes et leurs officines (FMI, Banque mondiale, etc) montent des stratégies de toutes sortes pour contenir les travailleurs dans les limites acceptables pour les meilleurs profits du capital. C'est dans ce cadre que s'inscrit le « dialogue social ». En fait pour le principe, les travailleurs ne peuvent être contre le dialogue pour l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail. Mais de la pratique qui est développée en tout cas au Bénin depuis des années, ce « dialogue social » n'a pas empêché l'imposition de mesures anti-sociales décidées à Washington, Londres ou Paris. De la sorte, le fameux dialogue social apparaît nettement comme une stratégie pour museler les luttes et dompter la colère des travailleurs contre les misères qui leur sont faites.

Face aux luttes des travailleurs, on observe que les grandes puissances impérialistes, les monopoles financiers s'entendent dans les forums internationaux pour agresser, dominer et exploiter les travailleurs et les peuples africains. Ils forment des Unions. De notre côté, il s'avère nécessaire d'unir les efforts des travailleurs de la sous-région subissant les mêmes maux provenant des mêmes causes pour la libération de l'exploitation des monopoles capitalistes.

C'est l'objectif de cette rencontre.

Mais une Union des luttes, une union internationale des travailleurs doit avoir une ligne.

Pour en parler il faut brièvement présenter le contexte dans lequel se trouvent les pays membres de l'UEMOA. Les pays de l'UEMOA sont les anciennes colonies françaises liées encore à l'ancienne puissance coloniale par les liens coloniaux que sont : 1°- absence de la souveraineté monétaire avec le franc CFA qui demeure une

confiscation par la France des produits du travail des travailleurs de nos pays. 2° L'appropriation de nos mines par les groupes français, 3°- L'appropriation de nos meilleures entreprises par les groupes français. Au Bénin par exemple, le Port appartient à Bolloré, les industries cimentières à Lafarge, les brasseries à Castels BGI ; les rails viennent d'être attribués à Bolloré etc. 4°-L'obligation pour nos pays d'exporter nos produits agricoles et miniers bruts et d'importer les produits finis (cacao, café, arachide, le coton, l'uranium, le fer etc.), 5°-le maintien de la langue française comme langue de domination française-selon les termes du pacte colonial.

Les travailleurs de l'UEMOA n'ont pas comme leurs frères des pays anglophones la liberté de produire. Du fait de cette non liberté de produire, et de ce qu'il ne faut pas transformer sur place nos produits nationaux, il s'établit un grave retard dans l'industrialisation de nos pays, un fort taux de chômage et une classe ouvrière qui a du mal à s'accroître. Du fait du fort taux d'analphabétisme, lié principalement à l'obligation d'instruire dans une langue étrangère le français, le niveau de production des travailleurs de l'UEMOA est très bas. En un mot, le pacte colonial dans les pays de l'UEMOA, empêche le plein développement des forces productives et donc de la classe ouvrière et doit être combattu par les travailleurs.

C'est dire qu'une Union internationale des travailleurs de l'UEMOA ne peut se priver de faire la politique : Il faut se battre aujourd'hui pour libérer les forces productives africaines de l'oppression et des entraves à leur épanouissement. Il faut aux travailleurs africains des luttes pour une nouvelle Indépendance et pour une meilleure vente de la force de travail.

Camarades, on le dit au Bénin « c'est sur l'ancienne corde que l'on tisse la nouvelle corde ». Nous ne pouvons parler d'union sans nous référer à une ancienne corde. Là pour les anciennes colonies françaises que nous sommes, l'expérience historique d'Union combattive internationale est celle de l'Union Générale des Travailleurs de l'Afrique Noire (UGTAN). Il se fait que cette Combattive Union a connu sa naissance dans notre capitale économique : Cotonou les 16 et 17 Janvier 1957. Avec les dirigeants historiques tels Sékou

Touré et David Soumah de Guinée, Alioune Cissé, Abdoulaye Diallo du Sénégal, Eddoh Koffi du Dahomey etc. La Ligne de l'UGTAN s'est exprimée en les points suivants : « Le congrès "s'élève vigoureusement contre le massacre de nos frères camerounais et algériens, après la répression sanglante de Madagascar et de l'Indochine", "s'inquiète que la Loi-cadre n'aboutisse à la balkanisation de l'Afrique" alors que "l'objectif est l'émancipation des Peuples de l'Afrique tout entière (...) et la lutte pour la liquidation du régime colonial". La résolution doctrinale finale annonce "la lutte pour la liquidation du régime colonial, l'émancipation des travailleurs et la sauvegarde des libertés publiques".

Camarades,

Aujourd'hui, une Union internationale de travailleurs ouest-africains et qui plus est, des anciennes colonies françaises, ne peut jouer sa mission historique qu'en se donnant comme objectif, une nouvelle indépendance, nécessaire pour 9 liquidation du Pacte Colonial et l'émancipation des peuples. Idéal que n'ont pu parachever nos illustres devanciers ci-dessus cités. Il n'y a pas émancipation du peuple sans les travailleurs et nous ne faillirons pas à cette mission historique.

Vive la Solidarité internationale des travailleurs de l'UEMOA contre les agressions du grand Capital !

Vive l'indépendance réelle de nos pays !

Vive l'Union internationale des Travailleurs !

Je vous remercie. (Une photo des participants)



RENCONTRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA SOUS-REGION OUEST-AFRICAINE.

DECLARATION DE COTONOU

Réunies à Cotonou les 24 et 25 Juillet 2015, et ce conformément à la Déclaration de Ouagadougou, sous le thème « *Unité de luttes et solidarité comme une des réponses aux agressions du système capitaliste contre les travailleurs* », les Confédérations et Unions syndicales de la sous-région Ouest-Africaine dont les noms figurent en entête rendent publique la Déclaration suivante :

Les Confédérations et Unions syndicales ont présenté la situation socio-économique dans leurs pays respectifs liée à « la mondialisation » et la vision néolibérale pour les travailleurs et les peuples. Il ressort de cette analyse les éléments suivants :

1. La situation dans l'espace UEMOA

Les Confédérations et les Unions syndicales soulignent la situation particulière des pays de l'UEMOA liés encore par les rapports de soumission avec l'ancienne puissance coloniale, la France, rapports qui limitent le plein développement des forces productives. C'est pourquoi elles appellent l'ensemble des travailleurs de l'espace UEMOA à œuvrer pour l'éradication de ces rapports.

2. Le bradage, la Privatisation et la remise aux groupes capitalistes étrangers des entreprises de secteur stratégique

Sur ce premier point les Confédérations et Unions syndicales ont clairement mis en évidence, une fois de plus :

- Le pillage de nos ressources naturelles au détriment des populations de nos pays ;
- Les licenciements massifs des travailleurs tant du secteur public que privé ;
- Le chômage généralisé de la jeunesse et le développement des métiers précaires du genre « vacataires », « contractualisation » dans la fonction publique ;
- La déréglementation de la législation du travail ;
- La baisse généralisée des salaires en rapport avec l'augmentation hors proportion des prix des produits de grande consommation, rendant encore plus pénibles les conditions de vie des travailleurs, etc.

En clair, les programmes d'ajustement structurel pompeusement rebaptisés « Stratégie de Lutte contre la Pauvreté » du Fond Monétaire International (FMI) et de la Banque mondiale, conduits dans nos pays par nos dirigeants, ont détruit le secteur public de la santé et de l'éducation, etc. ; entraînant une précarisation et une paupérisation accrues des travailleurs et des peuples.

3. Les guerres civiles réactionnaires et l'insécurité

Nos pays sont victimes de guerres civiles réactionnaires fomentées et entretenues par les puissances impérialistes. Cette situation d'insécurité engendre des conséquences insupportables et intolérables au niveau des travailleurs et des peuples. En effet, nos pays connaissent des instabilités de toutes sortes qui plombent le développement économique et social.

4. Les puissants mouvements revendicatifs des travailleurs

Les Confédérations et Unions syndicales apprécient et saluent les puissants mouvements revendicatifs qui ont cours dans nos différents pays contre ces mesures et pour la défense des libertés syndicales, notamment le droit de grève. Elles appellent à une coordination de ces luttes au niveau sous-régional et développer la solidarité internationale pour l'atteinte des objectifs de bien-être des travailleurs et des peuples.

Fait à Cotonou, le 25 juillet 2015

RESOLUTION RELATIVE A LA FORMALISATION DE LA CREATION DU CADRE DE L'UNITE D'ACTION SYNDICALE SOUS REGIONALE

-Considérant la déclaration de Ouagadougou, du 28 Novembre 2013 sur la nécessité d'unir nos forces contre :

*Les critères de convergences de l'UEMOA qui entravent l'augmentation des salaires des travailleurs dans l'espace UEMOA et le recrutement des jeunes diplômés à la fonction publique,

*Les Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne supprimant de facto, les barrières douanières au profit des pays de l'Union Européenne,

*Les conséquences désastreuses dictées par la Banque Mondiale et le FMI et mises en œuvre par leurs relais que sont au niveau sous-régionale, l'UEMOA, la CEDEAO,

*Les attaques en règle contre les libertés syndicales et le droit de grève,

*La déréglementation sauvage du monde du travail,

*Les guères civiles réactionnaires et les conflits de toute forme fomentés et entretenus par les puissances impérialistes pour déstabiliser et mieux piller nos ressources.

Nous participants à la Rencontre Syndicale, tenue à Cotonou les 24 et 25 juillet 2015, décidons de la création d'une Coordination d'Unité d'Action Syndicale Sous Régionale (CUAS/SR). Dans ce sens les Organisations Syndicales suivantes sont désignées pour la coordination des activités de cette Unité d'Action. Ce sont :

Coordonateurs :

- 1- Bassolma BAZIE, SG de la CGT-B (Burkina-Faso)
- 2- Kouadio SIBAHI, SG de la CGT-CI (Côte d'Ivoire)
- 3- Paul Essè IKO, SG de la CSTB (BENIN)
- 4- Chaïbou TANKARI SG de l'USPT (Niger)

Fait à Cotonou, le 25 juillet 2015

RENCONTRE DES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA SOUS-REGION OUEST-AFRICAINE.

MOTION SUR LA BOUCLE FERROVIAIRE

Les Unions et Confédérations Syndicales des pays membres de l'UEMOA, réunies à Cotonou les 24 et 25 juillet 2015, en Rencontre syndicale ont été informées par la Confédération Syndicale des Travailleurs du Bénin (CSTB) de ce qui suit :

1-) Le projet de boucle ferroviaire devant relier les cinq (5) pays tels que le Bénin, le Togo, le Niger, le Burkina-Faso et la Côte d'Ivoire est entré dans la phase active du moins en ce qui concerne le Bénin et le Niger.

2°) Que ce projet pour ce qui concerne la dorsale Cotonou-Niamey est attribué par les deux (2) gouvernements du Bénin et du Niger au groupe français Bolloré alors que préalablement existait un autre accord de concession signé avec le groupe Pétrolin conduit par un Béninois.

3°) Que le groupe Bolloré a entrepris de construire des rails à écartement métrique de 1910 (1m) donc vieux et inadaptés aux conditions modernes au lieu des rails modernes à écartement 1,435 mètre adopté par tous les pays du monde à travers l'Union Internationale des Chemins de Fer (UIC).

4°) Ce projet aurait pour conséquence d'isoler le Bénin et le Niger des autres pays de la CEDEAO notamment du Ghana et du Nigéria qui œuvrent déjà à se mettre aux normes modernes.

Les Confédérations syndicales au regard des informations ci-dessus données :

1°) déclarent que, dans les cas d'attribution de marché public pour la réalisation des travaux dans les pays de l'UEMOA, en cas d'égalité de niveau technologique et de surface financière, la priorité doit être donnée aux entreprises de l'UEMOA.

2°) Rejetent les mesures qui visent à favoriser le groupe Bolloré au détriment des Etats membres de l'UEMOA

3°) S'opposent résolument à toutes constructions de rails obsolètes dans nos pays et qui auraient pour conséquences :

- a) de retarder nos pays dans leur développement.

- b) d'entraver, la libre circulation des biens et des personnes par voie ferroviaire entre les pays
- c) de l'UEMOA et de la CEDEAO.

4°) demandent aux gouvernements des deux (2) pays de surseoir au contrat avec le groupe Bolloré sur ces bases.

Fait à Cotonou, le 25 juillet 2015

Les Participants

RECOMMANDATION

Considérant la nécessité de renforcer l'unité d'action syndicale sous-régionale africaine,

Nous, participants à la Rencontre Internationale sous-régionale, tenue, les 24 et 25 juillet 2015 à Cotonou,

Recommandons aux Confédérations et Unions Syndicales Nationales, d'œuvrer à l'unité d'action au niveau de leur pays.

Fait à Cotonou le 25 juillet 2015.

Les Participants

MOTION DE REMERCIEMENT A LA CSTB

Considérant l'accueil et la bonne organisation de la rencontre syndicale internationale tenue à Cotonou les 24 et 25 juillet 2015,

Nous, participants, venus du Burkina Faso, du Niger, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Sénégal, remercions vivement la CSTB et tous ceux qui ont concouru à la réussite de la présente rencontre.

Fait à Cotonou, le 25 juillet 2015

Les Participants

Les Confédérations Syndicales Membres de l'Initiative de l'Unité d'Action Syndicale sous Régionale

BENIN : Confédération Syndicale des Travailleurs du Bénin (**CSTB**) - Union Nationale des Syndicats des Travailleurs du Bénin (**UNSTB**) - Fédération Syndicale des Travailleurs des Finances (**FESYNTRA-FINANCES**)

Burkina-Faso : Confédération Générale du Travail du Burkina (**CGT-B**) - Confédération Nationale des Travailleurs du Burkina (**CNTB**) - Confédération Syndicale Burkinabé (**CSB**) - Force-Ouvrière / Union Nationale des Syndicats Libres (**FO-UNSL**) - Organisation Nationale des Syndicats Libres (**ONSL**) - Union Syndicale des Travailleurs du Burkina (**USTB**)

Côte-D'Ivoire : Confédération Générale des Travailleurs de la Côte d'Ivoire (**CGT-CI**) - Fédération des Syndicats Autonomes de la Côte d'Ivoire (**FESACI**) - Union Nationale des Travailleurs de la Côte d'Ivoire (**UNATR-CI**)

NIGER : Confédération Générale des Syndicats Libres du Niger (**CGSL-Niger**) - Confédération Démocratique des Travailleurs du Niger (**CDTN**) - Union Syndicale Progressiste des Travailleurs (**USPT**)

SENEGAL : Fédération Générale des Travailleurs du Sénégal (**FGTS / Sénégal**)

Togo : Union Nationale des Syndicats Indépendants du Togo (**UNSI**)

Les signataires

Pour le NIGER

SO/ CDTN Ada ASSOUMANE S.
Halbi

SG / CGSL/Niger Soumaïla
BAGNA

SG de l'USPT Chaïbou TANKARI

Pour la COTE D'IVOIRE

SG / CGT-CI Kouadio SIBAHI

SG/UNATR-CI Yves KODIBO

SG/FESACI Col. Mamadou Dohia
TRAORE

Pour le SENEGAL

FGTS Limamoulaye SECK

Pour le TOGO

UNSI Mowolo LANDOUKPO

Pour le BURKINA FASO

Le Vice Président De Mois SG /
CGT-B Bassolma BAZIE

Pour le BENIN

S.G. / CSTB Paul Essè IKO

S.G./UNSTB

Emmanuel ZOUNON